

*Les Vénézuéliens sont confiants
dans la reprise économique
malgré les sanctions contre
Chevron*



Auteur : Roberto Morejón

La révocation par les États-Unis de la licence accordée à une grande entreprise énergétique pour opérer au Venezuela vise à faire avorter le sauvetage de son économie.

L'administration de Donald Trump a révoqué le permis accordé par Joseph Biden au géant de l'énergie Chevron pour pomper et exporter du pétrole, parmi les mesures punitives que la puissance du Nord a appliquées à Caracas.

Présente depuis plus de 100 ans dans le pays, l'entreprise était revenue au Venezuela dans le cadre des négociations liées aux élections présidentielles de juillet 2024.

Le travail conjoint dans le domaine de l'énergie, apprécié positivement par les deux parties, prendra fin en avril sur ordre de Trump, dont la décision a été influencée par les pressions de l'extrême droite vénézuélienne.

L'opposition extrémiste est notamment dirigée par Leopoldo López, Carlos Vecchio et María Corina Machado.

Cette dernière a fébrilement applaudi la révocation de la licence de Chevron, désireuse d'aggraver les difficultés économiques de son pays d'origine.

Des membres de l'équipe du magnat qui, comme Marco Rubio, parient sur l'asphyxie du pays sud-américain, du Nicaragua et de Cuba, sont également intervenus.

Selon les preuves présentées par la vice-présidente Delcy Rodríguez, un complot de la transnationale américaine EXXONMOBIL a également contribué à la détermination de Trump.

Le géant pétrolier est très intéressé par les champs pétrolifères des Caraïbes et est déterminé à contrecarrer les approbations accordées par le Venezuela à d'autres entreprises, pour lesquelles il a affecté beaucoup d'argent.

Le gouvernement vénézuélien a souligné à juste titre la contradiction entre ceux qui, aux États-Unis, sont enclins à empêcher l'immigration illégale, tout en appliquant des sanctions à d'autres pays qui génèrent des flux migratoires plus importants.

Sans se laisser décourager par les attaques contre l'entreprise américaine, le gouvernement bolivarien se prépare à renforcer le Plan national de productivité économique absolue pour la diversification, qui protège l'industrie des hydrocarbures et la croissance nationale.

N'attendons rien d'autre que nous-mêmes, a déclaré le président Nicolás Maduro, qui a fait part de l'intérêt de plusieurs pays et négociants pour remplacer Chevron jusqu'en avril.

Le départ forcé de Chevron du pays sera un revers pour le Venezuela, mais l'entreprise se dit prête à poursuivre sur la voie qui lui a permis de sortir de la phase la plus aiguë de la crise économique.



Radio Habana Cuba